



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Paris, le 10 novembre 2011

3^e trimestre et 9 premiers mois 2011

Des résultats solides et une bonne capacité du Groupe à faire face à la crise des dettes souveraines

Bonne performance des métiers du groupe Crédit Agricole
RBE en hausse de 7,0 % 9M/9M

Dynamisme de la banque de proximité
Encours de collecte bilan en France en hausse de 6,4 % sur un an

Une forte contribution au financement de l'économie
+ 22,6 Mds € de crédits au T3-11

Réduction de l'exposition aux dettes souveraines
Exposition nette de l'activité bancaire en baisse de 21 % entre le 30 juin et le 30 septembre 2011 et de 27 %¹ entre le 30 juin et le 31 octobre 2011
Grèce, Irlande, Portugal, Italie, Espagne

Groupe Crédit Agricole*

9M-11 : RNPG 3 338 m €, + 1,2 % vs 9M-10

T3-11 : RNPG 930 m €, - 36 % vs T3-10

Ratio Core Tier 1 : 8,9 %

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100 %

Crédit Agricole S.A.

9M-11

RNPG : 1 597 millions d'euros, +0,4 % vs 9M-10

Ratio Tier 1 : 11,0 % dont Core Tier 1 : 8,8 %

T3-11 vs T3-10

PNB + 6,2 %

RBE + 15,8 %

Coût du risque : -2,7% hors dépréciation des titres d'Etat grecs

Dépréciation des titres d'Etat grecs (décote de 60 %) : - 637 m € (impact RNPG)

RNPG : 258 m €, - 65,2 %

¹ Exposition du 30 septembre actualisée des mouvements opérés sur le mois d'octobre

Groupe Crédit Agricole

Le groupe Crédit Agricole a réalisé un résultat net part du Groupe de 3 338 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2011, quasi stable (+1,2 %) par rapport à la période correspondante de 2010.

Sur le seul troisième trimestre, le résultat net part du Groupe ressort à 930 millions d'euros, en hausse de + 5,5 % par rapport au deuxième trimestre mais en baisse de 36 % par rapport au troisième trimestre 2010 qui n'incluait pas les conséquences de la crise de la dette souveraine. Ce résultat, qui intègre la prise en compte d'une dépréciation de 60% des titres d'Etat grecs portés tant par Emporiki que par les compagnies d'assurance-vie du Groupe, reflète également la bonne résistance des métiers du Groupe dans un environnement macro-économique difficile et incertain.

Ainsi, le produit net bancaire ressort à 8 766 millions d'euros, en hausse de 3,7 % par rapport au troisième trimestre 2010, alimenté par la poursuite du dynamisme commercial, notamment dans la banque de proximité et les métiers qui lui sont proches. Les Caisses régionales, notamment, connaissent toujours une forte activité : elles continuent à enregistrer une belle croissance de leurs encours de crédits, que ce soit dans les crédits à l'habitat (+ 7,1 % sur un an) ou aux entreprises (+ 5,9 %). Dans le même temps, elles collectent l'épargne de bilan à un rythme élevé (+ 5,1 %).

Le résultat brut d'exploitation affiche une hausse de 4,1 %, à 3 554 millions d'euros, témoignant de la bonne maîtrise des charges (+ 3,4 %), alors même que les Caisses régionales sont en phase d'investissement dans l'un des projets d'informatique bancaire les plus importants en Europe, le projet NICE, visant à créer un système d'information unique pour les 39 Caisses régionales, porteur d'importantes économies à terme.

La hausse du coût du risque reflète exclusivement la prise en compte des effets des mesures adoptées par les pays de la zone euro en faveur de la Grèce ; hors cet élément, le coût du risque serait en baisse, essentiellement en Banque de financement et d'investissement.

En termes de solvabilité, le ratio *Core Tier 1* du groupe Crédit Agricole s'établit à 8,9 % ; hors impact du *floor*, il serait de 10,4 %.

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 9 novembre 2011, a examiné les comptes du troisième trimestre et des 9 premiers mois de 2011.

Le résultat net part du Groupe ressort à 258 millions d'euros au troisième trimestre 2011 (contre 742 millions d'euros au troisième trimestre 2010) et à 1 597 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2011 (à comparer à 1 591 millions d'euros en 2010).

Ce résultat traduit la poursuite d'une performance opérationnelle solide et l'impact très significatif du provisionnement à 60% des titres de l'Etat grec, indique Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A. Ceci se reflète, d'une part, dans :

- La poursuite d'une belle dynamique commerciale dans tous les pôles, malgré un environnement particulièrement difficile et des marchés mal orientés : le produit net bancaire du troisième trimestre s'établit à 5,3 milliards d'euros (+ 6,2 % par rapport au troisième trimestre 2010) ;
- La maîtrise des charges (+ 0,9 %), stables hors prise en compte des nouvelles taxes bancaires ;
- Le résultat brut d'exploitation qui augmente, en conséquence, de 16,8 % pour atteindre plus de 2 milliards d'euros ;
- La confirmation de la baisse du coût du risque (- 2,7 %) hors impact des provisions sur les titres de l'Etat grec ;

et d'autre part, dans :

- Les effets des mesures adoptées lors du sommet européen de Bruxelles par les pays de la zone euro en faveur de la Grèce ; sur la base d'un taux de provisionnement des titres de l'Etat grec de 60%, le coût du plan s'élève dans les comptes du troisième trimestre à 905 millions d'euros, soit 637 millions d'euros après impôt et minoritaires.

Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A., souligne que le socle de résultats récurrents de Crédit Agricole S.A. reste, au troisième trimestre, dans la lignée positive de celui des deux premiers trimestres de 2011 si on considère l'ampleur des événements exceptionnels qui ont touché les banques françaises et européennes.

Une activité soutenue des métiers

Les métiers du Groupe ont continué à générer une activité soutenue malgré un environnement macroéconomique peu porteur, marqué par un net ralentissement de la croissance dans les économies occidentales, par les interrogations sur la capacité des Etats à faire face à leur dette, et par des marchés particulièrement inquiets, nerveux et volatils.

En Banque de proximité en France, trimestre après trimestre, les Caisses régionales maintiennent une forte activité commerciale, comme mentionné plus haut, tant sur le plan des crédits que sur celui de la collecte de l'épargne. LCL continue à enregistrer une forte croissance de ses encours de crédits (+ 11,4 % sur un an) et a dynamisé la collecte bilan (+ 12,6 % sur un an).

En Banque de proximité à l'international hors Emporiki, les revenus progressent de 9,7 % au troisième trimestre 2011 par rapport à la période correspondante de 2010, performance attribuable pour partie à l'activité des nouvelles agences italiennes.

Les Services financiers spécialisés, dans leur branche crédit à la consommation, connaissent des revenus stables (+ 0,5 %) dans un marché en fort ralentissement dû à l'évolution de la consommation privée et à l'adaptation à la nouvelle réglementation.

Le pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée enregistre des performances commerciales notables dans un contexte de marchés particulièrement dégradé. Les encours sous gestion ont baissé de 2,3 % à fin septembre, à 1 026 milliards d'euros, avec une collecte de 6,8 milliards d'euros sur les 9 premiers mois de 2011. La gestion d'actifs a poursuivi sa dynamique de collecte sur le segment des institutionnels qui compense partiellement la décollecte continue sur le monétaire. L'assurance, dans son compartiment assurance-vie, maintient une collecte nette positive, à + 3,3 milliards d'euros sur 9 mois.

La Banque de financement et d'investissement connaît une baisse (- 12,2 %) de ses revenus au troisième trimestre dans des marchés difficiles pour l'ensemble des intervenants. La banque de financement, en particulier, enregistre néanmoins un trimestre record en financements structurés (+ 6,6 %). La banque de marchés et d'investissement subit, en revanche, des baisses sur les marchés de la dette (- 39,4 %), particulièrement pour les activités obligataires, alors que les revenus des marchés actions sont quasiment stables (- 1,7 %).

Liquidité et financement

Crédit Agricole S.A. a réalisé à 108 % son programme d'émissions à moyen et long terme 2011, à fin octobre. Sur le seul troisième trimestre, les levées ont atteint 5,5 milliards d'euros, auxquelles se sont ajoutés 2,4 milliards d'euros en octobre. Par ailleurs, plus de 4,5 milliards d'euros ont été placés dans le réseau, portant à 29 milliards d'euros le montant global des montants émis depuis le début de l'année.

L'endettement à court terme net s'est réduit, au cours du troisième trimestre, de 35 milliards d'euros, à 135 milliards d'euros. Les réserves de liquidités du groupe Crédit Agricole, qui atteignaient 103 milliards d'euros à fin septembre, se reconstituent grâce à la base importante d'actifs titrisables dont dispose le Groupe par son réseau. Elles atteignent 112 milliards d'euros au 9 novembre 2011.

Les ratios de solvabilité *Tier 1* et *Core Tier 1* de Crédit Agricole S.A. s'inscrivaient respectivement à 11 % et 8,8 %, niveaux stables par rapport à fin juin.

Les modalités opérationnelles pour remplir les objectifs de réduction de l'endettement du groupe sont en cours d'arbitrage.

Responsabilité sociale et environnementale

En matière de responsabilité sociale et environnementale, au troisième trimestre 2011, Sustainalytics, le leader mondial de la recherche et de l'analyse environnementale, sociale et de gouvernance (ESG) liées à l'Investissement Socialement Responsable (ISR) a confirmé que le Crédit Agricole figurait au seizième rang (sur 156) des institutions financières mondiales.

Agenda financier

23 février 2012	Publication des résultats annuels 2011
11 mai 2012	Publication des résultats du premier trimestre 2012
22 mai 2012	Assemblée Générale de Crédit Agricole S.A.
28 août 2012	Publication des résultats semestriels 2012
9 novembre 2012	Publication des résultats du troisième trimestre 2012

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T3-11	T3-10	Variation T3/T3	9M-11	9M-10	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	5 285	4 977	+ 6,2 %	16 120	15 270	+ 5,6 %
Charges d'exploitation	(3 226)	(3 198)	+ 0,9 %	(9 832)	(9 765)	+ 0,7 %
Résultat brut d'exploitation	2 059	1 779	+ 15,8 %	6 288	5 505	+ 14,2 %
Coût du risque	(1 851)	(973)	+ 90,3 %	(3 798)	(3 027)	+ 25,5 %
Résultat d'exploitation	208	806	(74,2 %)	2 490	2 478	+ 0,5 %
Sociétés mises en équivalence	244	368	(33,6 %)	954	1 077	(11,4 %)
Résultat net sur autres actifs et variations de valeur des écarts d'acquisition	(3)	(9)	(63,3 %)	(369)	(586)	(37,0 %)
Impôts	(114)	(292)	(61,0 %)	(1 221)	(1 021)	+ 19,6 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	1	2	ns	14	9	+ 57,8 %
Résultat net	336	875	(61,6 %)	1 868	1 957	(4,5 %)
Résultat net part du Groupe	258	742	(65,2 %)	1 597	1 591	+ 0,4 %

Le **produit net bancaire** atteint 5,3 milliards d'euros au troisième trimestre 2011, en progression de 6,2 % par rapport au troisième trimestre 2010.

Les **charges d'exploitation** restent maîtrisées entre les troisièmes trimestres 2010 et 2011, période sur laquelle elles n'enregistrent que 0,9 % de hausse imputable aux nouvelles taxes bancaires. Le coefficient d'exploitation s'établit à 61,0 %, en recul de 3,3 points sur un an.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à plus de 2,0 milliards d'euros au troisième trimestre 2011, en hausse de 15,8 %.

Le **coût du risque** s'établit à 1,9 milliard d'euros sur le trimestre, reflétant l'impact de la dépréciation portée à 60 % sur les titres d'Etat grecs. Le métier Assurances enregistre à ce titre une provision de 764 millions d'euros. En outre, la participation d'Emporiki au plan européen se chiffre à 141 millions d'euros sur le troisième trimestre. Retraité de ces impacts, le coût du risque s'inscrit en baisse de 2,7 %. Cette diminution provient principalement de la Banque de proximité en France ainsi que de la Banque de financement et d'investissement. Pour le troisième trimestre 2011, le coût du risque est stable hors impact du plan européen de soutien à la Grèce par rapport au troisième trimestre 2010 et représente 76 points de base sur encours de crédit. Au cours du troisième trimestre 2011, il reste principalement concentré sur les activités à l'international et les Services financiers spécialisés.

L'encours des créances dépréciées (hors opérations de location financement avec la clientèle) s'élève à 22,7 milliards d'euros et représente 4,4 % des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit contre 4,3 % au 31 décembre 2010. Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 51,3 %, à comparer à 50,3 % au 31 décembre 2010. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 67,0 %, en hausse de 120 points de base par rapport à fin décembre 2010.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** diminue sur un an à 244 millions d'euros au troisième trimestre 2011 contre 368 millions d'euros au même trimestre de 2010, reflétant la baisse de la contribution du BES et d'Eurazéo, ainsi que la déconsolidation d'Intesa Sanpaolo.

Le **résultat net sur autres actifs et variations de valeur des écarts d'acquisition** est peu significatif au troisième trimestre 2011. Pour rappel, au deuxième trimestre 2011, la dépréciation de l'écart d'acquisition résiduel sur Emporiki a été enregistrée pour un montant de 359 millions d'euros. Par ailleurs, la contribution des 9 mois 2010 intégrait l'impact négatif de la cession de 0,8 % d'Intesa Sanpaolo au premier trimestre (pour - 159 millions d'euros) et la dépréciation d'une partie de l'écart d'acquisition sur Emporiki au deuxième trimestre (pour - 418 millions d'euros).

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. sur le troisième trimestre s'établit à 258 millions d'euros, soit une baisse de 65,2 % par rapport au troisième trimestre 2010. L'impact du plan européen de soutien à la Grèce atteint 637 millions d'euros (voir tableau ci-dessous) sur le troisième trimestre 2011.

Sur les 9 premiers mois de 2011, le résultat net part du Groupe s'élève à 1 597 millions d'euros, en légère progression par rapport à la même période de l'année 2010 et malgré l'impact du plan européen de soutien à la Grèce pour 783 millions d'euros.

Impacts du plan européen de soutien à la Grèce :
0,6 milliard d'euros en résultat net part du Groupe au troisième trimestre 2011

En m €	T2-11			T3-11			Cumul T2+T3
	Emporiki	Assurance	Total	Emporiki	Assurance	Total	
Coût du risque	(71)	(131)	(202)	(141)	(764)	(905)	(1 107)
Impact net	(71)	(94)	(165)	(141)	(526)	(667)	(832)
Impact net part du Groupe	(65)	(81)	(146)	(134)	(503)	(637)	(783)

Au T2-11, dépréciation du portefeuille de titres d'Etat grecs de 21 % sur les échéances inférieures à 2020

Au T3-11, dépréciation portée à 60 % du portefeuille de titres d'Etat grecs sur l'ensemble des échéances

LA STRUCTURE FINANCIERE

Au cours des neuf premiers mois de 2011, Crédit Agricole S.A. a continué de renforcer sa solidité financière. Le ratio *Core Tier 1* s'établit au 30 septembre 2011 à 8,8 %, en progression de 40 points de base par rapport au 31 décembre 2010. Le Tier 1 atteint 11,0 %, en hausse également de 40 points de base. Cette progression provient à la fois d'une hausse des fonds propres durs et d'une stabilisation des emplois pondérés. Les fonds propres *Core Tier 1* (avant déductions) sont en hausse de 2,6 % par rapport au 31 décembre 2010. Les emplois pondérés, à 370,7 Mds €, sont en retrait d'un milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2010. Au quatrième trimestre 2011, la garantie Switch sera mise en place, permettant de supprimer les emplois pondérés supportés par Crédit Agricole S.A. au titre des Caisses régionales (52 milliards d'euros au 30 septembre 2011) et représentant une exigence de fonds propres d'environ 5 milliards d'euros. La mise en place de cette garantie est concomitante au remplacement d'une partie de l'avance d'actionnaires et des T3CJ inclus actuellement dans ses fonds propres prudentiels. L'opération est neutre en termes de liquidité, le mécanisme étant garanti par un dépôt des Caisses régionales dans les livres de Crédit Agricole S.A. L'opération concrétise la flexibilité interne au groupe Crédit Agricole en termes de capital prudentiel. L'impact sur le résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. est limité : la rémunération totale de la garantie Switch est de 9,3 % par an et des intérêts de 8,73 % ont été payés en 2011 sur l'avance d'actionnaires et les T3CJ.

Au niveau du groupe Crédit Agricole, le ratio *Core Tier 1* (Bâle I flooré) s'établit à 8,9 % au 30 septembre 2011, stable par rapport au 31 décembre 2010. Les emplois pondérés Bâle I flooré atteignent 597 milliards d'euros. Ils sont stables sur le trimestre, hors trois effets : l'harmonisation du traitement de certaines cautions sur crédits immobiliers, l'effet périmètre de l'intégration de Centea ainsi que l'effet change principalement sur les emplois pondérés libellés en USD. Hors *floor*, le ratio *Core Tier 1* du groupe Crédit Agricole s'établit à 10,4 %, stable par rapport au 30 juin 2011.

Au total, le ratio CRD du groupe Crédit Agricole s'élève à 11,5 % avec un ratio *Tier 1* de 10,2 %.

En matière de refinancement moyen et long terme², le programme d'émission 2011 (27 milliards d'euros) de Crédit Agricole S.A. est réalisé à 108 % à fin octobre 2011, avec un programme marché réalisé à 111 % et un programme réseau réalisé à 91 %. Au global, 29 milliards d'euros ont été levés, avec une durée moyenne de 6,7 ans et un *spread* moyen de 90,6 points de base contre swap six mois.

L'endettement court terme net du groupe Crédit Agricole à fin septembre 2011 s'élève à 135 milliards d'euros³, en baisse de 35 milliards d'euros par rapport à fin juin 2011. L'endettement net en dollars est en particulier, passé de 71 milliards d'euros au 30 juin 2011 à 29 milliards d'euros au 30 septembre 2011. La part du dollar dans la dette court terme brute est ainsi de 25 % dont la moitié en provenance des Etats-Unis. Les encours des money market funds américains s'élèvent à huit milliards de dollars³. La trésorerie en dollars demeure cependant excédentaire, avec en moyenne 10 milliards de dollars de dépôt *overnight* à la Federal Reserve Bank.

Le Groupe dispose par ailleurs de réserves de liquidité⁴ importantes : 103 milliards d'euros à fin septembre 2011. La reconstitution de nouvelles réserves est régulière (les réserves s'établissent à 112 milliards d'euros au 9 novembre 2011), grâce à une base importante d'actifs titrisables et disponibles de bonne qualité : plus de 150 milliards d'euros au 30 septembre 2011 (crédits habitat, consommation, PME, crédits exports garantis).

² Refinancements à plus de 370 jours de durée initiale

³ Net des sur-liquidités déposées aux banques centrales

⁴ Actifs disponibles liquéfiables dans le marché ou éligibles aux banques centrales après décote. N'inclut pas les dépôts auprès des banques centrales

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. POLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

1.1. - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T3-11	Variation T3/T3	9M-11	Variation 9M/9M
Résultat net mis en équivalence (à environ 25 %)	227	(1,7 %)	638	+ 4,0 %
Variation de quote-part dans les réserves	(9)	ns	154	+ 16,1 %
Quote-part de résultats des mises en équivalence	218	(5,9 %)	792	+ 6,2 %
Résultat net part du Groupe	218	(5,9 %)	792	+ 6,2 %

L'activité commerciale des Caisses régionales est bonne. Les ouvertures nettes de dépôts à vue sont en hausse de 26 % sur les 9 premiers mois de 2011 par rapport aux 9 premiers mois de 2010, portées par le dynamisme de la conquête.

Dans le domaine des **crédits**, la croissance des encours est élevée à + 5,4 % entre le 30 septembre 2010 et le 30 septembre 2011. Cette progression est stable trimestre après trimestre dans une conjoncture économique difficile. Les encours de crédits à l'habitat progressent de façon encore sensible à + 7,1 % sur un an grâce à des taux d'emprunt qui restent attractifs pour les acquéreurs tandis que les crédits aux entreprises sont en hausse de 5,9 % sur la même période. Cette croissance traduit le soutien actif des Caisses régionales au financement de l'économie et des territoires.

Dans le domaine de la **collecte**, les encours de bilan progressent de 5,1 % sur un an, progression proche de celle des encours de crédits. Cette hausse est portée par la collecte d'épargne (+ 6,3 % sur un an soit au-delà du rythme de croissance des crédits) notamment par les livrets. La collecte bilan bénéficie par ailleurs d'un report provenant de la collecte hors bilan notamment des OPCVM monétaires qui perdent 10,5 % de leurs encours entre le 30 septembre 2010 et le 30 septembre 2011. Au total, la collecte bilan progresse de 4,2 milliards au cours du troisième trimestre 2011. La collecte hors bilan est quant à elle en baisse de 2,2 % sur un an, dans un contexte de marché défavorable qui pénalise principalement les actions.

Au cours des 9 premiers mois de l'année 2011, la progression du **produit net bancaire** des Caisses régionales est portée par les commissions. Tandis que le produit net bancaire clientèle progresse de 1,9 % sur 9 mois, les commissions augmentent de 2,3 % sur la même période grâce notamment aux commissions de services et aux commissions d'assurance qui augmentent respectivement de 14,7 % et de 2,1 %.

Le **coefficient d'exploitation** hors projet informatique NICE reste stable à 52,6 % sur les 9 premiers mois de 2011 contre 52,5 % pour les 9 premiers mois de l'année 2010. Le coût du projet NICE s'élève à 157 millions d'euros sur les 9 premiers mois de 2011 dont 52 millions d'euros au titre du troisième trimestre. Hors projet NICE, les charges sont en baisse de 2,2 % entre le deuxième trimestre 2011 et le troisième trimestre 2011 mais sont en hausse de 2,6 % sur les 9 premiers mois de 2011 par rapport aux 9 premiers mois de 2010.

Le **coût du risque** est en recul de 24,5 % entre le troisième trimestre 2010 et le troisième trimestre 2011 essentiellement grâce à la baisse des risques individuels. Le taux de créances dépréciées est lui aussi en baisse : il s'élève à 2,4 % au 30 septembre 2011 contre 2,5 % un an plus tôt. Le taux de couverture des créances dépréciées y compris provisions collectives continue quant à lui de progresser et s'établit à 109,9 %. Hors provisions collectives, il s'élève à 68,0 %.

Au total, la contribution des Caisses régionales au **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. s'établit à 792 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année 2011, en hausse de 6,2 % sur un an.

1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T3-11	Variation T3/T3*	9M-11	Variation 9M/9M*
Produit net bancaire	934	+ 0,0 %	2 902	+ 1,0 %
Charges d'exploitation	(620)	(1,2 %)	(1 855)	(1,2 %)
Résultat brut d'exploitation	314	+ 2,5 %	1 047	+ 5,2 %
Coût du risque	(62)	(31,1 %)	(217)	(19,3 %)
Résultat d'exploitation	252	+ 16,4 %	830	+ 14,3 %
Résultat net part du Groupe	165	+ 14,9 %	545	+ 12,8 %

* Reclassement en 2010 des commissions liées aux moyens de paiement de charges en PNB conformément à la méthode utilisée à partir du T1-11

Au troisième trimestre 2011, la croissance respective des crédits et de la collecte bilan a été rééquilibrée sans affecter le résultat de LCL. Le **résultat net part du Groupe** progresse ainsi de 14,9 % sur un an. Sur les 9 premiers mois de 2011, il s'établit à 545 millions d'euros, en hausse de 12,8 %.

Le **produit net bancaire** s'établit en hausse à 2 902 millions d'euros sur les 9 mois 2011, en croissance de 1,0 % par rapport aux 9 mois 2010. Il est stable sur le troisième trimestre, à 934 millions d'euros. La marge d'intérêt subit une légère érosion sous l'effet de la baisse des marges à la production des crédits au premier semestre et de la hausse des taux de l'épargne réglementée au troisième trimestre. Les commissions poursuivent en revanche leur croissance régulière, enregistrant une hausse de 1,5 % sur les 9 premiers mois 2011 par rapport à la même période de l'année 2010. Elles sont en particulier tirées par les commissions sur les crédits immobiliers et entreprises (+ 18 %) et sur l'assurance dommages et emprunteur (+ 7 %).

Les **charges d'exploitation** sont en économie de 1,2 % sur les 9 premiers mois 2011 par rapport aux 9 premiers mois 2010 et de 1,2 % également au troisième trimestre 2011 par rapport au même trimestre de l'année 2010.

Le **résultat brut d'exploitation** des 9 premiers mois de 2011 ressort ainsi à 1 047 millions d'euros, en hausse de 5,2 % par rapport à la même période de 2010.

Le **coût du risque** est en amélioration de 19,3 % sur les 9 premiers mois de 2011 par rapport aux 9 premiers mois de 2010, et de 31,1 % au troisième trimestre par rapport à la même période de 2010. Le taux de créances dépréciées s'établit à 2,4 % et enregistre une baisse de 0,4 point sur un an. Le taux de couverture (y compris provisions collectives) progresse de 6 points sur un an pour atteindre 76,7 % au 30 septembre 2011 (98,3 % sur les entreprises).

L'activité commerciale reste soutenue avec des indicateurs qui évoluent favorablement. Le bon positionnement de l'offre commerciale de LCL a été renforcé sur le marché des étudiants et de l'assurance automobile.

LCL confirme par ailleurs sa participation active au financement des ménages et des entreprises. Les **encours de crédit** augmentent ainsi de 11,4 % sur un an, portés par les crédits à l'habitat dont la progression des encours ralentit mais reste encore au niveau élevé de 15,8 % (contre 17,5 % en juin), et par l'activité entreprises et professionnels dont les encours progressent de 6,1 %.

Les **encours de collecte de bilan** augmentent à un rythme supérieur à la croissance des crédits (+ 12,6 % sur un an), les portant à 71,6 milliards d'euros soit 3,3 milliards d'euros de plus qu'au 30 juin 2011. Cette croissance est tirée par les 1,2 milliard d'euros collectés sur les émissions obligataires LCL lancées aux deuxième et troisième trimestres 2011, par la croissance des encours d'épargne à terme (+ 41,0 % sur un an) ainsi que par la progression des encours de livrets (+ 8,3 %). Les encours de collecte hors bilan sont en baisse de 6,1 % sur un an. Au total, la collecte bilan et hors bilan progresse de 2,1 % sur un an.

Ce rééquilibrage dans la croissance des crédits et de la collecte bilan a pour effet de réduire le ratio crédit /collecte, qui est ramené à 124 % au 30 septembre 2011, contre 129 % au 30 juin 2011.

2. POLE BANQUE DE PROXIMITE A L'INTERNATIONAL

A l'instar du trimestre précédent, les résultats du pôle Banque de proximité à l'international sont marqués par l'impact de la dépréciation de la dette souveraine grecque dans les comptes d'Emporiki Bank et les coûts d'intégration des nouvelles agences italiennes.

Le **résultat net part du Groupe** du pôle enregistre ainsi une perte de 1 077 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année dont -323 millions d'euros au titre du troisième trimestre.

Hors Emporiki, le résultat net part du Groupe s'établit à 237 millions d'euros pour les neuf premiers mois de 2011 dont 74 millions d'euros pour le troisième trimestre. Le produit net bancaire du troisième trimestre 2011 augmente de 9,7 % sur une année : 2,4 % sont dus à la croissance organique et 8,9 % à l'effet périmètre (intégration des 172 nouvelles agences italiennes), alors que l'effet change constaté essentiellement sur la Pologne et l'Egypte représente un impact négatif de 1,6 %. Sur les neuf premiers mois de l'année 2011, le produit net bancaire croît de 7,4 %. Les charges d'exploitation restent contenues : retraitées des effets périmètre et des coûts d'intégration liés à l'Italie, elles restent quasiment stables à + 1,5 % entre le troisième trimestre 2011 et celui de l'année dernière et à + 1,2 % entre septembre 2010 et septembre 2011. Le coefficient d'exploitation retraité s'établit à 59,5 % au troisième trimestre 2011. Au total, le résultat brut d'exploitation des neuf premiers mois de l'année ressort à 645 millions d'euros dont 231 millions d'euros pour le seul troisième trimestre (+ 1,8 % par rapport au troisième trimestre 2010). Le coût du risque reste globalement stable et affiche un infléchissement en Europe de l'est : il augmente de 4,9 % entre le troisième trimestre 2010 et le troisième trimestre 2011 mais recule de 4,4 % entre septembre 2010 et septembre 2011.

(en millions d'euros)	T3-11	Variation T3/T3	9M-11	Variation 9M/9M	Variation 9M/9M*
Produit net bancaire**	779	+ 4,3 %	2 306	+ 4,6 %	+ 7,4 %
Charges d'exploitation**	(507)	+ 8,6 %	(1 519)	+ 3,9 %	+ 12,6 %
Résultat brut d'exploitation	272	(3,0 %)	787	+ 5,9 %	(0,8 %)
Coût du risque	(578)	+ 59,7 %	(1 333)	+ 17,4 %	(4,4 %)
Résultat d'exploitation	(306)	x 3,7	(546)	+ 39,3 %	+ 2,5 %
Sociétés mises en équivalence	10	(75,6 %)	65	(42,5 %)	(42,5 %)
Dépréciation des écarts d'acquisition	-	ns	(359)	(14,1 %)	-
Résultat avant impôts	(295)	x 7,3	(839)	+ 20,4 %	(8,6 %)
Impôts	(37)	(28,9 %)	(283)	+ 90,4 %	(8,2 %)
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	-	(78,3 %)	14	+ 50,0 %	-
Résultat net part du Groupe	(323)	x 3,3	(1 077)	+ 28,4 %	(5,2 %)

* Hors Emporiki

** Les montants de PNB et de charges du T3-10 intègrent un ajustement technique de consolidation qui n'a pas d'impact sur le RBE

En Italie, le groupe Cariparma poursuit son développement commercial et affiche de solides résultats trimestriels grâce à sa très bonne gestion opérationnelle. Cariparma maintient la production de crédits, notamment sur l'habitat, à un rythme raisonné en préservant l'équilibre entre les crédits et les dépôts. Au 30 septembre 2011, l'encours de crédit s'élève à 33,6 milliards d'euros alors que l'encours de collecte s'établit à 32,7 milliards d'euros. Cariparma affiche par ailleurs de très bonnes performances sur la collecte bilan et hors bilan qui atteint au total 1,5 milliards d'euros pour le seul troisième trimestre 2011 malgré un contexte difficile ; l'encours des actifs gérés en assurance-vie dépasse 10 milliards d'euros à fin septembre 2011. En termes d'activité bancaire courante, le nombre de clients et de comptes courants continue d'augmenter, et ceci hors effet périmètre.

Ce dynamisme conduit Cariparma à enregistrer pour les neuf premiers mois de l'année un produit net bancaire de 1 206 millions d'euros, en hausse de 13,3 % en un an, dont 420 millions d'euros pour le troisième trimestre 2011 (+ 14,4 % par rapport au troisième trimestre 2010). Illustration de l'efficacité opérationnelle du groupe Cariparma, le

résultat brut d'exploitation augmente de près de 5 % entre septembre 2010 et septembre 2011 hors effet périmètre et coûts d'intégration, et de près de 15 % entre le deuxième et le troisième trimestre 2011 sur la même base. En effet, hors effet périmètre et coûts d'intégration, les charges d'exploitation baissent de 0,4 % entre le troisième trimestre 2010 et le troisième trimestre 2011, générant un recul de 0,7 point du coefficient d'exploitation de Cariparma ; ce recul est de 0,9 point entre fin septembre 2010 et fin septembre 2011.

Le coût du risque s'élève à -184 millions d'euros sur les neuf premiers mois de l'année dont -76 millions d'euros pour le troisième trimestre. Il s'établit, sur les neuf premiers mois de l'année, à 74 points de base des encours de crédit, en baisse de 6 points de base, se comparant favorablement avec les autres banques italiennes. Il intègre au troisième trimestre 2011 le provisionnement d'une opération clientèle.

Au total, la contribution de Cariparma au résultat net part du Groupe du groupe Crédit Agricole SA s'élève à 128 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année (+ 7,9 % en un an) dont 49 millions d'euros pour le troisième trimestre 2011 (+ 9,7 % par rapport au troisième trimestre 2010).

Signe de sa qualité, le groupe Cariparma arrive en tête du classement Banca Finanza, basé sur des critères de solidité, rentabilité et productivité, pour la quatrième année consécutive. Par ailleurs, les ratings de Cariparma (Moody's : A1 et S&P :A+) et Friuladria (Moody's : A1) restent parmi les meilleurs des banques italiennes, et supérieurs à celui de la dette italienne.

En **Grèce**, les résultats d'Emporiki sont de nouveau marqués ce trimestre par la dépréciation supplémentaire sur la dette souveraine et par une conjoncture fortement dégradée.

Compte tenu du coût des dépôts, le produit net bancaire d'Emporiki s'établit à 535 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année (-3,8 % par rapport à septembre 2010) dont 169 millions d'euros pour le troisième trimestre 2011 (- 11,7 % par rapport au le troisième trimestre 2010). Les efforts de gestion opérationnelle portent leurs fruits : les charges d'exploitation baissent de 15,0 % entre septembre 2010 et septembre 2011 et génèrent une amélioration de 9,7 points du coefficient d'exploitation qui s'établit à 73,4 % à fin septembre 2011. Le résultat brut d'exploitation d'Emporiki s'élève ainsi à 142 millions d'euros pour les neuf premiers mois de l'année, en augmentation de 51,9 % en un an.

Hors dépréciation de la dette souveraine, le coût du risque reste à un niveau élevé, à - 329 millions d'euros au troisième trimestre 2011 ; néanmoins il se stabilise entre septembre 2010 et septembre 2011. Le taux de créances douteuses et litigieuses d'Emporiki s'établit à 31 % à fin septembre 2011 ; celles-ci sont couvertes à hauteur de 50% dont 64 % hors crédits à l'habitat.

La dépréciation de la dette souveraine, dont le taux de décote passe à 60 % dans les comptes d'Emporiki à fin septembre, génère au troisième trimestre 2011 un coût du risque de 141 millions d'euros, portant la charge totale relative à la dette souveraine grecque à 212 millions d'euros sur les deux derniers trimestres.

Au total, le résultat part du Groupe d'Emporiki ressort à -397 millions d'euros au troisième trimestre 2011.

En termes de refinancement, Emporiki poursuit ses initiatives afin d'augmenter ses ressources propres. Le financement par Crédit Agricole S.A. à court et moyen terme est en baisse, à 7,8 milliards d'euros à fin septembre 2011. Grâce à une politique active sur le marché de la collecte, l'encours de dépôts clientèle est quasiment stabilisé sur mars 2011 dans un marché en forte baisse. Emporiki poursuit par ailleurs l'exploitation de sources alternatives de refinancement (émission d'EMTNs et de CDs et développement de la collecte en assurance-vie investie dans des obligations Emporiki). Enfin, des actions sont en cours visant à augmenter dans les meilleurs délais le montant d'actifs éligibles à la BCE, dont l'encours s'élève à 1 milliard d'euros au 30 septembre 2011.

3. POLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T3-11	Variation T3/T3	9M-11	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	971	+ 0,3 %	2 970	+ 0,9 %
Charges d'exploitation	(416)	(3,2 %)	(1 264)	(2,3 %)
Résultat brut d'exploitation	555	+ 3,1 %	1 706	+ 3,3 %
Coût du risque	(323)	+ 0,6 %	(1 000)	+ 1,6 %
Résultat d'exploitation	232	+ 6,9 %	706	+ 5,9 %
Sociétés mises en équivalence	3	(12,9 %)	10	+ 13,6 %
Résultat avant impôts	235	+ 6,6 %	716	+ 5,9 %
Résultat net part du Groupe	126	(5,3 %)	424	+ 9,7 %

Le pôle Services financiers spécialisés a enregistré un troisième trimestre satisfaisant dans un contexte peu porteur. Le résultat brut d'exploitation est solide, en hausse de 3,1 % au troisième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010, et de 3,3 % sur les neuf premiers mois 2011. Stable au troisième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010, et en hausse légère de 0,9 % sur les neuf premiers mois, le produit net bancaire fait preuve d'une bonne résistance. Les charges d'exploitation sont en recul : -3,2 % au troisième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010 et -2,3 % sur neuf mois.

Le coût du risque est pratiquement stable (+ 0,6 % au troisième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010 et + 1,6 % sur neuf mois), reflétant des évolutions différenciées par métier et zone géographique : en recul de 3,5 % au troisième trimestre 2011 pour le Crédit à la consommation, il enregistre une forte baisse en Crédit-bail et Affacturage, plus que compensée par le coût du risque encore important pour Emporiki Leasing (26 millions d'euros au troisième trimestre 2011).

Ainsi, et compte tenu du poids sur le taux d'impôt de la non-activation des déficits reportables en Grèce, le résultat net part du Groupe s'inscrit en hausse de 9,7 % pour les neuf premiers mois 2011 et en recul de 5,3 % au troisième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010.

Le métier **Crédit à la consommation**, dans un contexte fortement contraint, enregistre un résultat net part du Groupe de 379 millions d'euros pour les neuf premiers mois 2011, en nette progression grâce à l'amélioration de son efficacité opérationnelle et à la baisse du coût du risque.

Le ralentissement de l'activité se confirme, sous l'effet du retournement du marché, issu notamment de la baisse de la confiance des ménages et du recul de la consommation, accentués par les conséquences du durcissement de la réglementation. S'ajoute à cela l'objectif de maîtrise de la production et des encours, dans le cadre du plan de désendettement du Groupe présenté fin septembre. La hausse des encours gérés est ainsi limitée à 1,4 % sur un an, pour atteindre 78,1 milliards d'euros au 30 septembre 2011. La France enregistre une quasi-stabilité, les encours augmentant de 0,3 % à 29,8 milliards d'euros. En Italie, les encours sont en retrait de 1,1 % à 27,7 milliards d'euros, Les autres pays, notamment l'Allemagne, poursuivent leur progression, + 6,6 %.

Dans ce contexte, le produit net bancaire fait preuve d'une bonne résistance, grâce notamment à la politique de gestion des marges. Pratiquement stable au troisième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010 (+ 0,5 %), il enregistre une légère hausse, + 0,7 %, sur les neuf premiers mois.

Le métier a poursuivi sa politique d'amélioration de l'efficacité opérationnelle : les charges d'exploitation sont en baisse de 1,3 % sur neuf mois, et de 2,4 % au troisième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010. Le coefficient d'exploitation est ainsi inférieur à 40 %.

Le coût du risque enregistre un recul de 3,5 % au troisième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010, avec une amélioration sensible du ratio coût du risque sur encours, qui atteint 212 points de base au troisième trimestre 2011. Le coefficient d'intermédiation s'établit ainsi à moins de 75 % : 74,1 % au troisième trimestre 2011, à comparer à 78,9 % au deuxième trimestre 2011 et 76,8 % au troisième trimestre 2010.

Au total, le résultat net part du Groupe enregistre une nette progression, + 13,4 % sur les neuf premiers mois 2011, pour atteindre 379 millions d'euros.

Les métiers du **crédit-bail et de l'affacturage** progressent encore.

Le crédit-bail enregistre une hausse de 6,3 % des encours sur un an, pour atteindre 19,8 milliards d'euros. Cette croissance provient en premier lieu de l'activité en France, qui voit ses encours progresser de 7,1 % à 15,8 milliards d'euros, grâce à une reprise de la production après le recul enregistré au deuxième trimestre 2011. A l'international, la hausse est de 3,4 %.

L'Affacturage, pour sa part, enregistre un très bon niveau d'activité, avec une hausse de 6,5 % du chiffre d'affaires factoré pour les neuf premiers mois 2011 à 44,4 milliards d'euros, et de 15,0 % en excluant l'impact de la cession d'Eurofactor UK en août 2011. La croissance ressort à 11,5 % en France et, à périmètre constant, à 22,0 % à l'international sur la même période.

Pour CAL&F, le résultat brut d'exploitation se stabilise sur les neuf premiers mois 2011, marquant une hausse de 0,7 % à 174 millions d'euros. Après un bon premier semestre, un tassement est néanmoins intervenu au troisième trimestre avec un retrait du produit net bancaire et une hausse des charges.

Le coût du risque s'établit à un niveau historiquement bas pour l'ensemble des pays et des activités, 19 points de base au troisième trimestre, hors Emporiki Leasing.

4. POLE GESTION D'ACTIFS, ASSURANCES ET BANQUE PRIVÉE

Le pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée a été impacté au troisième trimestre 2011 par deux éléments principaux. D'une part, la dépréciation des titres d'Etat grecs a pénalisé le résultat de l'assurance. Elle pèse pour 764 millions d'euros en coût du risque, après 131 millions d'euros au deuxième trimestre. D'autre part, le contexte de marché difficile pénalise l'activité de l'ensemble du pôle. Au 30 septembre 2011, les encours gérés atteignent ainsi 1 026 milliards d'euros (824 milliards d'euros hors double compte), en baisse de 2,3 % sur un an. La collecte sur les 9 premiers mois de 2011 s'élève à 6,8 milliards d'euros.

Malgré une perte de 24 millions d'euros part du Groupe sur le troisième trimestre expliquée par la dépréciation sur les titres d'Etat grecs, le pôle dégage sur 9 mois un résultat net part du Groupe de 766 millions d'euros, en baisse de 32,4 % par rapport aux 9 premiers mois de l'année 2010. Hors l'impact du plan européen de soutien à la Grèce, le résultat net part du Groupe s'établit à 479 millions d'euros sur le trimestre et à 1 350 millions d'euros sur les 9 premiers mois 2011.

(en millions d'euros)	T3-11	Variation T3/T3	9M-11	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	1 350	+ 6,0 %	3 996	+ 6,4 %
Charges d'exploitation	(593)	(4,4 %)	(1 833)	(3,0 %)
Résultat brut d'exploitation	757	+ 15,7 %	2 163	+ 15,9 %
Coût du risque	(770)	ns	(880)	ns
Résultat d'exploitation	(13)	ns	1 283	(30,8 %)
Sociétés mises en équivalence	3	ns	8	ns
Résultat avant impôts	(10)	ns	1 291	(30,3 %)
Résultat net part du Groupe	(24)	ns	766	(32,4 %)

Dans le domaine de la **Gestion d'actifs**, Amundi (y compris les activités de gestion de la BFT rachetées au 1^{er} juillet 2011) s'adapte à un environnement plus exigeant. La dynamique de la collecte s'est poursuivie sur le segment des institutionnels avec 7,7 milliards d'euros collectés sur les 9 premiers mois de 2011, tirée notamment par les fonds souverains. La collecte sur le segment de l'épargne entreprise atteint le niveau record de 3,4 milliards d'euros. Ces deux segments compensent partiellement la décollecte dans les réseaux et les distributeurs tiers, à hauteur de 16,2 milliards d'euros, dont 8,1 milliards d'euros de décollecte sur les OPCVM monétaires. Les corporates décollectent quant à eux de 6,5 milliards d'euros, dont 7,2 milliards d'euros sur le monétaire. Par ailleurs, l'effet marché et change sur les encours s'élève à - 19,3 milliards d'euros, en lien avec l'évolution des marchés depuis le début de l'année.

Le résultat net atteint 324 millions d'euros pour les 9 premiers mois 2011, en hausse de 5,1 % par rapport à la même période en 2010. Le produit net bancaire est en baisse de 9,1 % en raison du recul des commissions de surperformance, alors que les commissions de gestion montrent une bonne résistance. Les charges sont en baisse de 4,9 % (hors coûts de restructuration en 2010), matérialisant le plein effet des synergies nées du rapprochement CAAM-SGAM. Le coefficient d'exploitation est maintenu au niveau très compétitif de 56,4 %. Sur le troisième trimestre, le résultat net, à 79 millions d'euros, affiche une plus forte baisse (- 32,2 % par rapport au deuxième trimestre 2011). Ce recul est à mettre en parallèle avec la forte dégradation des marchés, le CAC 40 ayant perdu 25 % sur le seul troisième trimestre, qui pèse sur les encours et les commissions de surperformance. Pour en limiter l'impact, Amundi a poursuivi sa politique d'abaissement du point mort, avec une baisse des charges de 13,5 % entre le deuxième et le troisième trimestre 2011.

En ce qui concerne les **Services financiers aux institutionnels**, le métier enregistre pour les neufs premiers mois de l'année 2011 des résultats satisfaisants compte tenu de la conjoncture de marché. La baisse des encours reste contenue grâce à une activité commerciale soutenue. Ainsi, en conservation d'actifs, si les encours baissent de 5,6 % entre le 30 juin 2011 et le 30 septembre 2011 tirés par un effet marché défavorable, les encours en administration de fonds restent quant à eux quasiment stables.

Dans ce contexte, le produit net bancaire reste stable grâce à la diversification des revenus et au dynamisme des activités de prêt/emprunt de titres et de compensation des dérivés listés. Les charges sont quant à elles bien maîtrisées avec un coefficient d'exploitation à 70 % pour les 9 premiers mois de l'année 2011. Ainsi, sur 9 mois, le résultat net s'établit à 116 millions d'euros (dont 40 millions d'euros au troisième trimestre), en retrait de 5,5 % par rapport aux 9 premiers mois de 2010. Au troisième trimestre 2011, le produit net bancaire enregistre quant à lui une baisse limitée de 1,4 % par rapport au trimestre précédent tandis que le résultat net progresse de 3,7 % sur la même période.

L'activité **Banque privée** résiste dans un contexte de marché défavorable. Les encours gérés sont stables sur un an (+ 0,2 %) bénéficiant des bonnes performances commerciales de LCL Banque privée dont les encours progressent de 3,4 % sur la même période. Le métier enregistre une collecte nette de 1,2 milliard d'euros sur 9 mois,

essentiellement en France, et malgré un impact défavorable des effets marché et change de - 5,2 milliards d'euros, concentré sur le troisième trimestre 2011. Au 30 septembre 2011, les actifs gérés (hors Caisses régionales) s'établissent ainsi à 124,9 milliards d'euros dont 67,9 milliards d'euros à l'international qui sont en baisse de 1,7 % en un an.

Le résultat net enregistre une nette progression de 5,3 % sur 9 mois par rapport à la même période de 2010. Il s'établit ainsi à 102 millions d'euros. Cette bonne performance est tirée par l'augmentation de 5,2% du produit net bancaire (à périmètre et change constants).

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 19,9 milliards d'euros au 30 septembre 2011.

L'assurance-vie en France réussit à maintenir une collecte nette cumulée positive de 3,3 milliards d'euros sur 9 mois. Le repli du chiffre d'affaires est plus marqué : il s'établit à - 13 %⁵ sur 9 mois par rapport à la même période de 2010, avec un recul plus fort au troisième trimestre 2011 par rapport au troisième trimestre 2010 (- 25 %⁶). Les encours gérés totaux augmentent néanmoins de 2,9 % sur 9 mois par rapport à la même période de 2010. Ils atteignent 222,0 milliards d'euros dont 40,4 milliards d'euros pour les contrats en unités de comptes qui représentent 18 % des encours à fin septembre 2011, en baisse de 3,3 % sur 9 mois par rapport à la même période de 2010.

L'assurance dommages en France enregistre d'excellentes performances commerciales. A périmètre constant, son chiffre d'affaires augmente de 11 %, progression largement supérieure à celle du marché (+ 4 %⁷). Il s'élève ainsi à 1,9 milliard d'euros au 30 septembre 2011 et résulte tant de la croissance du portefeuille de contrats (+ 7 % en un an) que des révisions tarifaires effectuées suite aux sinistralités importantes en 2009 et 2010 ainsi que de l'évolution favorable du mix produit.

A l'international, l'activité ralentit, excepté en Italie où le chiffre d'affaires progresse de 2 % sur 9 mois par rapport à la même période de 2010, alors que le marché est en baisse de 23 %⁸ sur un an. Dans les autres pays d'implantation, l'activité est pénalisée par la dégradation du contexte économique. Le chiffre d'affaires total à l'international s'établit ainsi à 2,9 milliards d'euros à fin septembre 2011, en nette baisse par rapport à l'année précédente.

L'activité assurance emprunteurs progresse de façon soutenue en France. Le chiffre d'affaires s'établit à 760 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 339 millions d'euros sur 9 mois, impacté par les dépréciations de la dette souveraine grecque. Il est en baisse de 52,7 % sur 9 mois par rapport à la même période de 2010.

La performance du métier Assurances reste solide : le résultat brut d'exploitation affiche une croissance de 27,5 % sur 9 mois par rapport à la même période de 2010. Cette performance résulte à la fois d'une croissance des encours gérés en assurance-vie et de l'amélioration de la sinistralité en assurance dommages, découlant notamment de l'absence d'événements climatiques majeurs sur l'exercice. Le coefficient d'exploitation s'établit à 23,2 % sur 9 mois, en amélioration de 4 points par rapport à la même période de 2010.

Les résultats sont marqués ce trimestre par la comptabilisation de dépréciations complémentaires sur les titres d'Etat grec, pour atteindre 60 % de dépréciation sur l'ensemble du portefeuille. L'impact s'élève à 764 millions d'euros en coût du risque sur le troisième trimestre 2011. L'exposition brute aux dettes souveraines des pays ayant fait l'objet d'un plan de soutien de l'Union européenne représente désormais 3,7 % du portefeuille obligataire des placements d'assurance (hors unités de comptes) au 30 septembre 2011.

⁵ A périmètre constant

⁶ A périmètre constant

⁷ Données FFSA à fin août 2011

⁸ Données IAMA à fin août 2011

5. POLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Au troisième trimestre 2011, le résultat de la Banque de financement et d'investissement est résistant, malgré un contexte économique défavorable.

Hors effet positif lié à la réévaluation de la dette (+ 266 millions d'euros) et retraité des couvertures de prêts, le résultat net part du Groupe des activités pérennes s'établit à 324 millions d'euros, reflétant l'excellente performance des activités de financement, le repli des activités de marché et un coût du risque légèrement positif sur le trimestre.

Les activités en cours d'arrêt sont pour leur part pénalisées par l'écartement des spreads de crédit et enregistrent une perte part du Groupe de 164 millions d'euros.

En termes opérationnels, les charges de la Banque de financement et d'investissement restent stables par rapport au troisième trimestre 2010, hors effet des taxes dites « systémiques ».

(en millions d'euros)	T3-11 Activités pérennes*	Variation T3/T3 Activités pérennes*	9M-11 Activités pérennes*	Variation 9M/9M Activités pérennes*
Produit net bancaire	1 248	(12,2 %)	4 165	(5,0 %)
Charges d'exploitation	(842)	+ 1,2 %	(2 601)	+ 4,7 %
Résultat brut d'exploitation	406	(31,0 %)	1 564	(17,7 %)
Coût du risque	23	ns	(113)	(62,1 %)
Résultat net part du Groupe	324	(10,0 %)	1 033	(12,5 %)

* Retraité de la réévaluation de la dette et des couvertures de prêts

Banque de financement

(en millions d'euros)	T3-11	Variation T3/T3	9M-11	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	692	+ 5,4 %	1 978	+ 0,7 %
Charges d'exploitation	(225)	+ 6,8 %	(682)	+ 8,1 %
Résultat brut d'exploitation	467	+ 4,8 %	1 296	(2,9 %)
Coût du risque	17	ns	(113)	(40,4 %)
Résultat d'exploitation	484	+ 17,3 %	1 183	+ 3,4 %
Sociétés mises en équivalence	35	+ 13,3 %	104	+ 0,9 %
Résultat net sur autres actifs	(1)	ns	(9)	ns
Résultat avant impôts	518	+ 16,9 %	1 278	+ 2,4 %
Impôts	(157)	+ 34,2 %	(416)	+ 21,2 %
Résultat net	361	+ 10,6 %	862	(4,8 %)

La banque de financement réalise au troisième trimestre 2011 une bonne performance tirée par les financements structurés.

En effet, les activités de financements structurés réalisent un bon trimestre, avec des revenus de 438 millions d'euros, portés par des niveaux de marge et de commissions qui demeurent élevés. Les performances sont particulièrement notables pour ce qui concerne les activités de *shipping*, de financements d'acquisition ainsi que de *transaction commodity finance*, qui bénéficient de la volatilité des prix des matières premières. En financements d'acquisition, Crédit Agricole CIB passe de la dixième à la cinquième place sur la zone EMEA et de la douzième à la cinquième place sur la zone Europe de l'Ouest⁹.

Les activités de banque commerciale voient leurs revenus résister, à 241 millions d'euros sur le trimestre, quasiment stables par rapport au trimestre précédent (247 millions d'euros), malgré une légère baisse des volumes et des coûts de liquidité en hausse. Crédit Agricole CIB bénéficie d'un bon positionnement dans la syndication avec une première place en France et passe de la troisième à la deuxième place sur la zone EMEA¹⁰.

Les couvertures de prêts ont un impact toujours faible ce trimestre, avec un produit net bancaire de 13 millions d'euros, à comparer avec 6 millions d'euros au deuxième trimestre 2011 et - 40 millions d'euros au troisième trimestre 2010.

Le niveau de risque de l'activité est toujours faible ce trimestre, avec un coût du risque positif, à 17 millions d'euros. Il représente ainsi - 6 points de base des encours de crédit à la clientèle (chiffre annualisé) contre 17 points de base au trimestre précédent et 11 points de base au troisième trimestre 2010. Aucune dotation individuelle significative n'a été enregistrée ce trimestre. Le stock de provisions collectives est stable, à 1,5 milliard d'euros au 30 septembre 2011.

Banque de marchés et d'investissement

(en millions d'euros)	T3-11	Variation T3/T3	9M-11	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	975	+ 45,0 %	2 656	+ 10,6 %
Charges d'exploitation	(617)	(0,7 %)	(1 919)	+ 3,5 %
Résultat brut d'exploitation	358	ns	737	+ 34,6 %
Coût du risque	6	ns	0	ns
Résultat d'exploitation	364	ns	737	+ 67,9 %
Sociétés mises en équivalence	0	ns	(1)	ns
Résultat net sur autres actifs	1	ns	3	ns
Résultat avant impôts	365	ns	739	+ 67,8 %
Impôts	(117)	ns	(242)	+ 73,4 %
Résultat net	248	ns	497	+ 65,2 %

Au troisième trimestre 2011, les revenus de la Banque de marchés et d'investissement intègrent un impact de la réévaluation de la dette de 443 millions d'euros.

Hors cet impact, et dans un contexte de crise financière, les revenus des activités de marché sont en recul.

En particulier, les résultats de l'activité *fixed income* s'établissent à 225 millions d'euros au troisième trimestre, contre 371 millions d'euros au trimestre précédent et 369 millions d'euros au troisième trimestre 2010.

⁹ Source : Thomson Financial

¹⁰ Source : Thomson Financial

Ce repli est principalement imputable aux activités obligataires et de trésorerie. Il s'explique par les violents mouvements des spreads (crédit, OIS-BOR...), la fermeture ou absence d'échanges sur les marchés obligataires (primaires et secondaires) et dans une moindre mesure le renchérissement du coût des levées de liquidité en USD en septembre pour les activités de trésorerie.

En revanche, les activités de taux et de change affichent une bonne résistance ; Crédit Agricole CIB passe de la cinquième à la troisième place sur le marché des obligations d'institutions financières¹¹.

Le pôle actions, pour sa part, maintient ses revenus, à 344 millions d'euros ce trimestre, contre 350 millions d'euros au trimestre précédent et 354 millions d'euros un an auparavant. Le pôle profite du rebond des activités de courtage en raison de la forte volatilité des marchés, notamment durant l'été, avec une hausse des volumes particulièrement sensible chez Newedge et CLSA.

Malgré les turbulences liées à la crise des souverains européens, la VaR est en baisse et atteint ses niveaux les plus bas, autour de 10 millions d'euros.

Activités en cours d'arrêt

(en millions d'euros)	T3-11	Variation T3/T3	9M-11	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	(105)	ns	(102)	(65,8 %)
Charges d'exploitation	(25)	(7,4 %)	(75)	(5,1 %)
Résultat brut d'exploitation	(130)	X 5,9	(177)	(53,1 %)
Coût du risque	(100)	+ 8,7 %	(178)	(42,2 %)
Résultat avant impôts	(230)	X 2,0	(355)	(48,3 %)
Impôts	63	+ 57,5 %	105	(52,7 %)
Résultat net	(167)	X 2,3	(250)	(46,1 %)

L'impact des activités en cours d'arrêt est en augmentation ce trimestre, en perte (part du Groupe) de 167 millions d'euros, principalement du fait du coût du risque sur CDO, ABS, CLO et des activités de corrélation.

Le produit net bancaire des CDO, ABS, CLO reste faible, à 29 millions d'euros. En revanche, le coût du risque sur ces activités est élevé, à 100 millions d'euros, du fait de la revue de certaines hypothèses de calcul de provisions (duration, taux de recouvrement estimés) en fonction des historiques constatés sur le *banking book*. Les hypothèses retenues sur le *trading book* demeurent inchangées.

Les activités de corrélation subissent ce trimestre le fort impact négatif de l'écartement des *spreads* de crédit sur le risque garant. Le produit net bancaire de ces activités s'établit ainsi en perte de 146 millions d'euros.

Le 10 octobre 2011, Crédit Agricole CIB et Blue Mountain ont conclu un protocole d'accord prévoyant le transfert de l'exposition au risque de marché de l'activité de corrélation. Cette transaction devrait être conclue d'ici la fin de l'année 2011, sous réserve de la satisfaction préalable des obligations réglementaires en vigueur.

Enfin, les dérivés exotiques actions enregistrent ce trimestre une contribution légèrement positive, à 12 millions d'euros.

¹¹ Source : Thomson Financial

6. COMPTE PROPRE ET DIVERS

(en millions d'euros)	T3-11	Variation T3/T3	9M-11	Variation 9M/9M
Produit net bancaire*	(311)	+ 4,7 %	(586)	(6,5 %)
Charges d'exploitation*	(223)	+ 25,5 %	(685)	+ 8,8 %
Résultat brut d'exploitation	(534)	+ 12,5 %	(1 271)	+ 1,2 %
Coût du risque	(41)	ns	(77)	x 4,2
Résultat d'exploitation	(575)	+ 22,1 %	(1 348)	+ 5,9 %
Sociétés mises en équivalence	(25)	ns	(24)	ns
Résultat net sur autres actifs	(4)	(60,2 %)	(5)	(97,4 %)
Résultat avant impôts	(604)	+ 43,9 %	(1 377)	+ 2,9 %
Résultat net part du Groupe	(339)	+ 18,8 %	(949)	(8,0 %)

*Les montants de PNB et de charges du T3-10 intègrent un ajustement technique de consolidation qui n'a pas d'impact sur le RBE

Au troisième trimestre 2011, le produit net bancaire du pôle s'établit à - 311 millions d'euros contre - 296 millions d'euros au troisième trimestre 2010*. Il intègre de bons niveaux de résultats pour les entités Crédit Agricole Private Equity et Crédit Agricole Immobilier, des coûts de refinancement qui sont en baisse par rapport au deuxième trimestre 2011 et des revenus de gestion financière élevés.

Les charges d'exploitation intègrent la poursuite des investissements dans les projets Evergreen, Nice et Chartres.

La contribution négative des sociétés mises en équivalence de 25 millions d'euros au troisième trimestre 2011 reflète essentiellement la contribution négative de la société Eurazéo.

Le résultat net part du Groupe ressort ainsi à - 339 millions d'euros pour le troisième trimestre 2011, contre - 285 millions au troisième trimestre 2010.

Pour les neuf premiers mois de 2011, la contribution du Compte propre au résultat net part du Groupe s'élève à - 949 millions d'euros, contre - 1 032 millions pour les neuf premiers mois de 2010.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Pour les neuf premiers mois 2011, le groupe Crédit Agricole a réalisé un produit net bancaire de 26 886 millions d'euros (en hausse de 4,4 % par rapport aux neuf premiers mois 2010), dont 8 766 millions d'euros au troisième trimestre 2011 (en progression de 3,7 % par rapport au troisième trimestre 2010). Compte tenu d'une moindre augmentation des charges d'exploitation (+ 2,2 % sur neuf mois), le résultat brut d'exploitation enregistre une hausse de 7,7 % pour atteindre 11 125 millions d'euros au 30 septembre 2011. Il reflète la solidité du Groupe malgré la conjoncture des marchés.

Le coût du risque augmente facialement de 16,3 % pour les neuf premiers mois 2011 et de 70,5 % au troisième trimestre 2011. Il enregistre en fait une baisse de plus de 10 % au troisième trimestre, hors plan européen de soutien à la Grèce, grâce au recul enregistré en Banque de proximité en France et en Banque de financement et d'investissement.

La variation de valeur des écarts d'acquisition sur 9 mois intègre la dépréciation de l'écart d'acquisition résiduel sur Emporiki réalisée pour 379 millions d'euros au deuxième trimestre 2011.

L'impôt, qui augmente facialement de 10,5 % sur les neuf premiers mois 2011, comprend une charge non récurrente de 148 millions d'euros liée à la dépréciation des impôts différés actifs portés par Emporiki au cours du deuxième trimestre 2011.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit à 3 338 millions d'euros pour les neuf premiers mois 2011. Il enregistre ainsi une hausse de 1,2 % par rapport aux neuf premiers mois 2010, malgré un impact du plan européen de soutien à la Grèce de 650 millions d'euros au troisième trimestre 2011.

(en millions d'euros)	T3-11	Variation T3/T3	9M-11	Variation 9M/9M
Produit net bancaire	8 766	+ 3,7 %	26 886	+ 4,4 %
Charges d'exploitation	(5 212)	+ 3,4 %	(15 761)	+ 2,2 %
Résultat brut d'exploitation	3 554	+ 4,1 %	11 125	+ 7,7 %
Coût du risque	(2 008)	+ 70,5 %	(4 800)	+ 16,3 %
Résultat d'exploitation	1 546	(30,9 %)	6 325	+ 2,0 %
Sociétés mises en équivalence	28	(79,7 %)	158	(51,4 %)
Résultat net sur autres actifs	(5)	(51,0 %)	(8)	(95,3 %)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	1	ns	(378)	(15,3 %)
Résultat avant impôts	1 570	(33,5 %)	6 097	+ 3,1 %
Impôts	(560)	(28,3 %)	(2 500)	+ 10,5 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	1	(35,0 %)	14	+ 58,9 %
Résultat net	1 011	(36,1 %)	3 611	(1,4 %)
Résultat net part du Groupe	930	(36,0 %)	3 338	+ 1,2 %

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le troisième trimestre 2011 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF)

Relations INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31

Denis Kleiber	+ 33 1.43.23.26.78		
Nathalie Auzenat	+ 33 1.57.72.37.81	Fabienne Heureux	+ 33 1.43.23.06.38
Colette Canciani	+ 33 1.43.23.45.93	Marie-Agnès Huguenin	+ 33 1.43.23.15.99
Sébastien Chavane	+ 33 1.57.72.23.46	Aurélié Marboeuf	+ 33 1.57.72.38 05

Avertissement

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de neuf mois arrêtée au 30 septembre 2011 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date. Ces informations financières ne constituent pas des états financiers pour une période intermédiaire, tels que définis par la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ».